

## SKIKDA

# Emdjez Edchiche en quête de développement

**Emdjez Edchiche est l'une des plus anciennes communes du pays. «En 1848, elle a été promue à ce statut la même année que Sidi-Bel-Abbès, considérée comme la plus ancienne sur le territoire national. Cette dernière est devenue depuis wilaya», nous dira un vice-président de l'Assemblée populaire communale.**

Un siècle et soixante et un an après, Emdjez Edchiche n'a même pas pu atteindre le statut de daïra. Appellation d'origine arabe en vigueur depuis la période ottomane : Emdjez (passage), Edchiche (produit du blé, edchicha dans le jargon populaire), elle sera transformée en Robert Ville durant la période coloniale. Curieusement, elle ne bénéficie pas de la légitimité historique propre aux hommes. Sa situation sur le plan socioéconomique est préoccupante par rapport à cette gratification historique. Paradoxal est également le fait que l'agriculture, en particulier la culture de l'oignon, avec une moyenne de 350 quintaux à l'hectare, ne soit pas un facteur de rentabilité pour l'APC, qui ne dispose que d'un budget primitif variant entre 7 et 8 milliards de cts, soit le strict minimum pour la masse salariale et la couverture des frais liés aux dépenses obligatoires. «L'entrave réside dans le fait que la commune ne peut abriter un marché de gros ou un village agricole, et ce, pour la simple raison qu'il en existe déjà dans la commune de Salah Bouchaour», nous explique le maire.

La commune s'étend sur 76,8 km<sup>2</sup>, où y vivent 20 340 âmes, selon le dernier recensement général des habitants établi en 2008, et qui sont répartis entre 5 grandes agglomérations. La grande majorité des habitants réside dans le chef-lieu de commune, soit 13 400 habitants (65,88% du taux global).

Nous avons été attirés par l'impression d'oisiveté qui se dégage à l'entrée du village. Sous un soleil de plomb, le zinc clinique sur les toits des demeures, et les jeunes tuent le temps sur les terrasses des cafés bordant la voie principale. «On chôme à moitié. On travaille dans les champs agricoles de mai à octobre, régulièrement de 4 à 8



Photo : DR

heures du matin. Chaque agriculteur nous paie 500 DA/la journée. Le pic est atteint lors de la saison des moissons-battages et celle des semences.

Par ailleurs, on est sollicités pour le chargement des camions en produits maraîchers, appartenant aux revendeurs venus s'approvisionner dans notre région. Souvent, surtout en été, notre argent est épuisé la journée même. Après un travail pénible, il n'y a pas meilleure destination pour se défouler et se rafraîchir que les plages de Skikda. Pour y aller, on loue des véhicules de transport collectif. C'est en résumé le quotidien des «chômeurs» d'Emdjez Edchiche. Les six autres mois de l'année, c'est la recherche de l'emploi, illustrée par la fameuse queue devant l'agence de la main d'œuvre d'El-Harrouche ou de Skikda. Ou l'installation durable dans les cafés, à l'abri du froid et des pluies torrentielles.

Une deuxième catégorie de jeunes est recrutée au sein des différents services de l'APC ou dans les chantiers de réalisation lancés dans le territoire de la commune. 199 jeunes des deux sexes ont été embauchés dans le cadre des différents dispositifs. Il convient de citer l'indemnité d'activité d'intérêt général (l'IAIG ou le filet social) : 71 postes, la prime d'activité d'insertion générale (le PAIS ou l'emploi de jeunes), 35 postes, le dispositif d'aide à l'insertion professionnelle (le DAIP) : 72 postes, la prime

d'insertion pour les diplômés (la PID ou l'ex-pré emploi), 10 postes, le CID et le CIP. Le grand problème demeure aussi dans l'allocation forfaitaire sociale octroyée à 3 catégories sociales : les personnes âgées, les handicapés moteurs et les malades chroniques.

La demande est forte (300 cas), alors que les postes vacants sont au nombre de 20. Par ailleurs, dans le cadre du plan de gestion communale, seulement 7 postes ont été créés, dont deux agents administratifs, selon toujours notre interlocuteur.

## Protection de la région contre les inondations

En matière de développement, les responsables locaux comptent beaucoup sur la concrétisation de deux grands projets.

Le premier a trait à la protection de la région contre les eaux pluviales ou les inondations. Selon les prévisions, son coût peut avoisiner les 10 milliards de cts. L'APC a ciblé l'un des points noirs, comme la chaâba en face de la polyclinique, et a procédé à la réalisation de canalisations et d'avaloirs. L'opération inscrite dans le cadre des plans communaux de développement a nécessité une enveloppe financière de l'ordre d'un milliard de cts. Elle a ciblé 400 m de la chaâba, laquelle est longue d'un kilomètre. Le deuxième concerne l'amélioration urbaine

sur 20 hectares. Un montant de 10 milliards de cts y est réservé. «L'étude étant finalisée et approuvée, reste le lancement des travaux par la direction de l'urbanisme de Skikda. Ce projet est l'unique à pouvoir donner une meilleure configuration urbaine au chef-lieu et embellir encore plus le jardin public. Il est prévu l'installation d'un jet-d'eau.» Pour ce qui est du secteur de l'habitat, seulement 30 logements sociaux ont été distribués durant ces dernières années. La demande est estimée, quant à elle, à 3 000 dossiers déposés.

En revanche, dans les zones rurales, 206 logements ont été attribués pour 450 demandes. Il est clair que beaucoup d'autochtones veulent s'urbaniser.

## L'eau, cette denrée rare

L'alimentation en eau potable connaît d'intenses perturbations. Les gens du village principal, moins lotis que les habitants des agglomérations périphériques, ne reçoivent l'eau qu'un jour sur quatre. Cela est dû aux travaux de rénovation de la conduite principale.

Le projet inscrit au titre du programme sectoriel de développement sera livré incessamment. Il a été lancé en 2003. La localité de Rabah Dakiche, à 4 km du chef-lieu de la commune, et où y vivent 2 220 habitants, a bénéficié d'un projet de réalisation d'un

réservoir de 500 m<sup>3</sup> installé sur les hauteurs. Le marché, lancé dans le cadre des PCD 2008 pour 2 milliards de cts, a été attribué à l'entreprise Brik de Mila. Cette opération permettra de récupérer l'ancien réservoir d'une capacité de 100 m<sup>3</sup> au profit de la localité secondaire Kouba.

## Un réseau routier qui a mis fin au désenclavement

Dans le volet infrastructures routières, la région a goûté aux plaisirs des désenclavements intra et extra-muros. Intra-muros, un projet de seulement 80 millions de cts a été achevé.

Il a permis à la localité de Aïn-Haloufa, dénommée Tamla (terme voulant signifier l'action d'être immobilisé par la gadoue, en ayant les pieds coincés dans la boue), d'être relié au village centre. Durant des années, les habitants de cette localité vivaient isolés, surtout en hiver. Les écoliers ne pouvaient également se déplacer du fait de l'impraticabilité de la route, sur laquelle ne pouvait même pas rouler un tracteur. 1,4 milliard de cts ont été dégagés pour la route reliant l'entrée du village au cimetière islamique, en passant par les lotissements 1, 4 et 8 de l'agence foncière.

Le total linéaire concerné est de 940 mètres. Ces lotissements subissent les effets de la poussière depuis quatre années. L'aménagement est du ressort de l'agence foncière. En 2009, Emdjez Edchiche a bénéficié de près de 5 milliards de cts pour six opérations touchant essentiellement l'éclairage public, l'assainissement et l'aménagement urbain.

La commune dispose d'une polyclinique et de trois salles de soins. Trois médecins permanents au niveau de la clinique, travaillent de 8 à 20 heures. Le secteur privé dispose de trois médecins, à raison d'un médecin pour 3 000 habitants.

La chirurgie dentaire est présente dans cinq infrastructures, dont trois relevant du secteur privé.

Fait nouveau, la découverte d'une deuxième ressource pour la région : les gisements de sable. Récemment, une délégation japonaise de l'entreprise Cojaal a effectué une prospection dans la région de Aïn-Haloufa, quantité prévisionnelle existante : 20 ha.

**Zaïd Zoheir**